

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 10

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Octobre 1999

	Pages
Editorial	
■ Affaire Bellasi	3
Sécurité	
■ Alerte à la bombe (2)	6
Situation politico-militaire	
■ Quelle défense pour quelle menace?	11
Dossier « Balkans »	
■ La « méthode Albright »	15
■ Le rôle de la Russie dans les Balkans	18
■ Faiblesses de l'UEO	22
Blindés et mécanisés	
■ L'armée suisse et la mobilité	23
Actualité	
■ Affaire Bellasi	29
Armement	
■ Armes non létales, pour quelle stratégie?	31
Armées étrangères	
■ Duel sur le Golan (2)	34
Musée	
■ Le Musée des plans-reliefs	39
Histoire	
■ Le dossier Denfert-Rochereau (1)	42
Nouvelles brèves	48
Revue des revues	52
SSO: comité central	I
RMS-Défense Vaud	II-V

Affaire Bellasi : un escroc sur le même pied qu'un divisionnaire !

« Un scandale de plus au Département de la défense ! », ainsi pourrait-on résumer la réaction des médias suisses qui apprennent l'escroquerie d'un certain Bellasi. En cinq ans, ce secrétaire d'état-major, utilisant un procédé très simple, a détourné près de 9 millions de francs dans les caisses du Département. On comprend ces réactions : elles correspondent à celles d'une grande partie de l'opinion publique. Il faut corriger certains contrôles financiers dans l'administration militaire. S'il est facile de « pouiller » la comptabilité d'une compagnie et d'ennuyer son commandant en invoquant des règlements tatillons, comment maîtriser le financement de grands projets et débusquer quelques escrocs futés, brebis galeuses de l'administration ?

Il n'en reste pas moins que la Banque nationale aurait pu débusquer Bellasi depuis longtemps si un de ses collaborateurs avait téléphoné à des commandants de cours qui paraissaient avoir signé les fameux formulaires.

D'emblée, tout donne à penser que Bellasi est un escroq-mythomane qui, lors de ses interrogatoires par le ministère public fédéral, pratique la tactique de la fuite en avant, impliquant ses supérieurs et disant n'importe quoi. Un simple indice : prépare-t-on une armée secrète en rassemblant des armes de collection et des mousquetons modèle 1931 ? Carla Del Ponte, sans doute plus experte à démêler des réseaux maffieux, perquisitionne dans les bureaux du divisionnaire Regli et de ses proches collaborateurs, y place des scellés...

Quelle est son appréciation de la situation à cette occasion ? Ignore-t-elle que Peter Regli est l'un des meilleurs chefs que notre service de renseignement ait eu depuis longtemps ? Ignore-t-elle que jusqu'alors, il s'est montré intelligent, compétent, honnête et loyal ? La parole d'un escroc vaut-elle forcément celle d'un homme d'honneur ? Que se serait-il passé si Bellasi avait accusé Adolf Ogi ?

Dans le sillage des maladresses de Carla Del Ponte suivent des « vautours » prêts à tout, vu la proximité des élections fédérales... entre autres, le conseiller national socialiste Pierre Chiffelle, omniprésent à la radio et à la télévision, pour qui il est indispensable de supprimer les services de renseignements. Son électoralisme lui ferait-il oublier que tous les Etats, petits, moyens et grands,